

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1486 DU JEUDI 23 DECEMBRE 2021 * 29ÈME ANNÉE * PRIX : 3000 FG * ZONE CEFA : 500



Dadis Camara-Sékouba Konaté

Les deux anciens proches se rapprochent du colonel Doumbouya

Dr Ousmane Kaba, président du PADES

« Aidons la junte à nettoyer ce pays pour la postérité, pour que cette Guinée s'en sorte un peu »

P.2

L'Agent judiciaire de l'État au TPI de Mafanco

« on ne fera plus jamais confiance à ce tribunal » (Me Bea)

P.7

Mines/CNRD

P.6

La Guinée devient-elle dangereuse?



Mory Condé, ministre de l'Administration du territoire

P.3

« Nous ne sommes pas en période électorale... »

Dr Ousmane Kaba, président du PADES

« Aidons la junte à nettoyer ce pays pour la postérité, pour que cette Guinée s'en sorte un peu »

Dès les premières heures de la prise du pouvoir par le CNRD, la lutte contre la corruption et le détournement du denier public a été annoncés comme cheval de bataille de la transition ouverte en le 5 septembre 2021. Suivront subséquemment entre autres, les gels de comptes d'anciens dignitaires, d'entités publiques, l'audition des DAF et autres comptables publics, la création d'une cours de répression des infractions économiques et financières. Interrogé à cet effet par nos confrères de FIM FM, le vendredi, 17 Décembre 2021, le président du PADES tire à boulet rouge sur l'ancien régime du Pr. Alpha Condé. Dr Ousmane Kaba approuve le gel des comptes des anciens dignitaires en attendant, dit-il, « de tirer au clair les affaires pour empêcher ceux qui partent ne prennent toute la caisse pour s'en aller ». Lisez !

Bonjour Dr Ousmane Kaba ! D'une manière globale comment vous jugez l'action du colonel Mamadi Doumbouya et du CNRD au plan économique depuis 100 jours qu'ils sont aux affaires ?

Je pense que d'une manière générale sur tous les plans, je trouve le résultat extraordinairement bon, pour des jeunes gens sans expérience parce que la Guinée n'a jamais été dans une si bonne direction depuis l'indépendance de ce pays. C'est la première fois qu'on voit des volontés affichées sur les deux problèmes essentiels de



ce pays à savoir : la liberté et la gestion économique. Ce sont les deux problèmes de ce pays. La classe dirigeante en Guinée ajoute toujours une tentation totalitaire et c'est la première fois qu'on voit un groupe de jeunes gens qui viennent souffler le vent de la liberté. Rappelez-vous tous ces prisonniers politiques qui ont été libérés, rappelez-vous de l'ouverture de toutes les frontières terrestres et avoir un bon rapport de voisinage avec les pays limitrophes, c'est une volonté.

Je suis objectif, je ne suis pas du tout obnubilé par

beaucoup de choses. Moi, je regarde les choses les plus objectivement possibles. Moi, je vois un groupe de jeunes gens qui essaye de donner deux choses à la Guinée : la liberté économique et la bonne gestion économique. C'est cela le fond de la question en Guinée. Ne nous perdons pas dans les détails, ça n'a fait que 100 jours. Bien sûr qu'ils peuvent faire des erreurs, bien sûr qu'on peut avoir de la cacophonie, mais la direction est fixée.

Nous avons vu ici des gens qui ont fait 40 ans d'expérience de lutte pour la démocratie et qui n'ont

cessé de bâillonner ce pays et qui menacent chaque jour de mettre en prison n'importe qui. Je veux parler d'Alpha Condé. Donc si nous avons aujourd'hui des gens qui vont dans la direction contraire, je pense que nous devons être heureux ; liberté pour les Guinéens, bonne gestion économique, ce n'est pas facile.

Quand on parle de la gestion économique dont il est question ; il n'est pas évident du tout pour des jeunes gens comme ça d'être expert sur toutes les techniques de gestion. Il y aura des tâtonnements, il y aura des erreurs, mais l'essentiel c'est que le cap est fixé. La Guinée ne peut pas supporter d'avoir cette corruption endémique qui

empêche même tout investissement dans ce pays. Aucune croissance n'était possible. La croissance dont on parle, la croissance bauxitique ce n'est pas du tout la croissance....

Et le chiffre affiché par l'ancien régime, c'était une vue de l'esprit ?

C'est la croissance bauxitique ? Sortir de la bauxite ne peut pas du tout arranger la Guinée, et ce n'est pas ça du tout qui va donner de l'emploi ni la prospérité à ce pays. Je l'ai dit il y a des mois et des mois. Je passe mon temps à le dire. Il faut faire attention, les statistiques veulent dire les vies des hommes donc essayons de lire ce qu'il y a comme amélioration de la vie des Guinéens derrière les chiffres. La Guinée, je le répète, se trouve parmi les 12 pays les plus misérables de la planète. Avec toutes nos richesses, après 10 ou 11 ans de ce régime, on est classé encore parmi les pays les plus pauvres. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les statistiques du PNUD, et chacun de vous peut le constater. Voilà ce qui se passe.

(Suite à la page 4)

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjou DIALLO: 624 37 26 68
Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjou DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements,

Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail: madalgo1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Warh
Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site
www.kefinafasso.com

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : lindependantguinee@gmail.com

Dadis Camara-Sékouba Konaté

Les deux anciens proches se rapprochent du colonel Doumbouya

Les deux anciens chefs d'Etat et collaborateurs, Sékouba Konaté et Dadis Camara ont foulé de nouveau la terre guinéenne, dans une ambiance festive, teintée d'émotion. Le premier par voie terrestre et le second par voie aérienne. Tous, se réjouissant, ont tenu à remercier le colonel Mamadi Doumbouya qui a facilité leur retour de leur retour au bercail et ont appelé à soutenir le CNRD dans sa mission.



C'est tout d'abord le général Sékouba Konaté qui est arrivé en Guinée, en passant par la frontière malienne. C'était en pleine journée du samedi 18 décembre, quand El Tigre foule la terre de ses ancêtres plus de dix ans après. Avec tous les honneurs dus à son rang, celui qui a transmis le

pouvoir à Alpha Condé, a été accueilli par les populations de Kankan, particulièrement par ses parents du village de Saana. Le général Konaté accompagné de son épouse exprime sa reconnaissance au chef de la junte. « Mes premières impressions, c'est d'abord de remercier Dieu le Tout-Puissant qui m'a donné

la santé, ensuite remercier très sincèrement le président de la république, Chef de l'Etat, commandant en chef des forces armées, le colonel Mamady Doumbouya, pour avoir exprimé à mon égard un esprit patriotique, humain et conscient en me permettant de regagner chez moi après tant d'années d'exil. Je suis

venu au village pour voir la famille, ensuite j'irai à Conakry pour rencontrer le président et le remercier personnellement », indique-t-il. Plus loin, il lance : « Je demande aux Guinéens de rester derrière le commandant en chef des forces armées, le président de la république, colonel Mamady Doumbouya, parce que c'est un monsieur qui peut conduire la Guinée valablement ».

Plus de 72 heures après, c'est son ancien ami qui atterrit à Conakry. Vêtu d'une veste de couleur bleue et d'une cravate rouge, l'ancien homme fort du pays, dès son arrivé offre un spectacle du déjà vu pendant son règne. Le commandant Moussa Dadis Camara s'agenouille avec la bible et le coran sur ses deux mains. L'ancien putschiste, accueilli par une délégation conduite par le directeur général de la police Malick Koné, a été acclamé à sa sortie, par ses

partisans en liesse fortement mobilisés aux alentours. Face à la presse, l'homme du 23 décembre 2008, démontre sa volonté de faire face à la justice dans le cadre du dossier du 28 septembre 2009. « Je m'en voudrais de ne pas admirer en toute honnêteté et franchise les avancées considérables prônées par les nouvelles autorités du pays dans le dossier du 28 septembre 2009. Je voudrais encourager la tenue de ce procès, qui serait non seulement un ouf de soulagement pour les familles des victimes mais aussi pour le peuple de Guinée et plus particulièrement la communauté internationale qui attendent depuis plus de 10 ans que les responsabilités des uns et des autres soient définitivement situées pour la mémoire des victimes de ces douloureux événements pour le respect des institutions de la république et pour la vérité de l'histoire », martèle-t-il. Et s'adressant au colonel Mamadi Doumbouya, Dadis déclare : « Je suis entièrement comme je l'ai toujours été M le président, chef de l'Etat, chef suprême des armées comme bon nombre de Guinéens et Guinéennes le savent, prêt à dire ma part de vérité dans ce dossier et prêt à me mettre à la disposition de la justice car nul n'est au-dessus de la loi, afin que plus jamais ces genres d'événements ne viennent endeuiller la Guinée. J'ai confiance en la justice et je m'en remets à sa disposition car seule la justice élève une nation et personne ne saurait être au-dessus des lois de la République ». Il faut noter que dans les prochains jours les deux anciens chefs d'Etat, chacun de son côté a promis de rencontrer le nouvel homme fort du pays.

Mory Condé, ministre de l'Administration du territoire

« Nous ne sommes pas en période électorale... »

Les nouvelles autorités ne semblent pas disposer à tenir les échéances électorales dans un bref délai, comme exige la communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Après avoir tenu la toute première réunion sur la préparation de la CENI au siège de ladite institution, le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation a fait le point, le dimanche 19 décembre 2021, à la télévision nationale.

L'organisation sous régionale continue de mettre pression sur les autorités guinéennes. A l'occasion du 63^{ème} Sommet des chefs d'États de la CEDEAO, l'institution avait donné à la Guinée un délai de six mois pour organiser les élections. Un délai que la junte décide de ne pas respecter. A en croire le ministre Mory Condé, la Guinée n'est pas « en période électorale ».

« La visite d'aujourd'hui

(dimanche) consistait à venir discuter un peu avec l'ensemble des cadres techniques de la CENI, par rapport à leur fonctionnement actuel. Vu que nous ne sommes pas en période électorale, nous avons un staff technique qui assure la permanence. Les dispositions pratiques par rapport à la gestion du matériel électoral des échéances électorales passées mais également le

fonctionnement de la CENI actuellement », a fait savoir le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation.

Il faut rappeler que cette déclaration du ministre Mory Condé intervient dans un contexte où la classe politique réclame au CNRD, la durée de la transition, mais aussi l'ouverture d'un cadre dialogue.

Amadou Tidiane Diallo



Sadjo Diallo

Dr Ousmane Kaba, président du PADES

« Aidons la junte à nettoyer ce pays pour la postérité, pour que cette Guinée s'en sorte un peu »

On va parler du gel des comptes. Je pense que le président a mis un point d'honneur sur ce processus-là, vous avez compris que dès que les comptes ont été dégelés, leurs attentions (le CNRD ndr) ont été attirées sur le fait que beaucoup d'argent ont été sortis par rapport à l'objectif des dépenses qui étaient fixés par le processus de dégel des comptes. Quels bénéfices pouvons-nous avoir avec ces gels de comptes ? Est-ce que c'était une mesure opportune ?

Bien sûr ! En cas de changement, on le fait toujours. Même sans changement de régime, lorsque vous changez de ministres, vous gelez les comptes simplement. Ce c'est qu'on appelle les mesures conservatoires pour voir un peu plus clair dans les affaires courantes. C'est une mesure tout à fait normale.

Quels peuvent être les résultats ? Les retombées de cette action ?

Je crois que vous attendez trop de gel de comptes, ce n'est qu'une petite mesure technique pour éviter simplement à ceux qui partent ne prennent toutes la caisse pour s'en aller, c'est tout. Ça ne remet pas en cause les grands axes de la moralisation de la vie publique et ça ne se résume pas à ça du tout. C'est une question subsidiaire. Évidemment, il y a ce que j'appelle flagrant délit. Lorsque vous avez un petit comptable qui sort 100 milliards ou 50 milliards de comptes, dans un pays normal, ils iraient simplement en prison en attendant de voir plus clair, c'est tout ! Cette technique n'a rien d'extraordinaire.

Beaucoup pensent que ce gel de comptes d'ancien haut commis de l'Etat pourrait permettre à l'Etat d'engranger de l'argent, donc de récupérer des biens, parce que la

récupération des biens de l'Etat, il s'agit aussi de biens financiers. Est-ce qu'on peut s'attendre qu'on en tire une manne financière qui puisse venir renflouer les caisses de l'Etat dans un contexte où les ressources financières vont se raréfier ?

Est-ce que vous êtes en train de parler des fonctionnaires qui ont 15 milliards sur leurs comptes ou qui ont 25 milliards sur leurs comptes ?

On a diffusé des investigations ici, des cadres non Guinéens contractuels, selon les documents que nous avons consultés, certains parmi eux avaient 580 millions de francs guinéens par mois. Des contrats avec l'Etat. Est-ce que ça se justifie ?

Je pense qu'en Guinée, il n'y avait plus de morale. Vous savez ce que je

trouver du travail. Nous aurons des milliers de jeunes Guinéens qui sont morts dans la méditerranée parce qu'il n'y a aucune perspective pour la jeunesse de Guinée. Ce n'est pas un choix, c'est une obligation. Ou on le fait ou la Guinée continue à sombrer dans les abîmes de classement mondial de la pauvreté.

C'est pourquoi j'applaudis des deux mains le CNRD. Je

pour que cette Guinée s'en sorte un peu. Moi, je suis atterré de voir tous ces milliers de jeunes qui n'ont jamais d'emploi. Les gens ne se posent même pas la question. Tu n'auras jamais d'emploi dans un pays comme la Guinée, ce n'était pas possible parce que l'Etat ne peut pas faire les infrastructures de base. Soyons terre à terre, cela fait 10 ans qu'on n'a jamais pu faire 100km de route en Guinée, et chaque fois qu'on fait de routes goudronnées au lieu de durer 30 ans, comme cela se doit, nos routes ne durent que 2ans, ou six (6) mois, regardez le carrefour de Bambéto.

Ce qui se passe ici est une opération de distribution d'argent par une hiérarchie véreuse, par des hommes d'affaires avec une classe dirigeante pourris jusqu'à l'os. Ce pays ne peut pas s'en sortir. Soyons sérieux, moi, je ne viens pas à la politique parce que je suis obsédé pour être président dans les 40 jours.

Vous tenez un discours différent des autres, parce que ça semble être contraire chez les autres leaders ?

Ecouter ! Il y a des choses plus importantes qui se passent aujourd'hui. Le simple fait que ces jeunes gens se tournent pour nettoyer ce pays, moi j'applaudis des deux mains. Moi, je suis un économiste professionnel. Je suis venu à la politique par accident parce que je me suis rendu compte qu'on ne pouvait rien faire sans prendre le pouvoir politique. Mais ce que j'ai vu en Guinée m'a désorienté, c'est inacceptable.

Quelle est la responsabilité des banques qui encaissent ces multi-milliards, des fonctionnaires, quand on sait que ça pourrait



Si c'est un autre pays, on vous prend, on vous met tout droit en prison d'abord sans même enquête et que vous devez justifier simplement. Je pense qu'il faut qu'on soit sérieux. Un fonctionnaire dont le salaire est connu, il a 30 milliards sur son compte, c'est extraordinaire ! Dans les autres pays, on vous met en prison avant même qu'on vous demande de vous justifier où vous avez pris cet argent. Ce n'est même pas des audits, ça. C'est simplement le bon sens.

J'ai vécu un peu aux Etats Unis et en France et autres. Je ne dis pas qu'il faut tout copier. Si vous êtes instituteur et que vous roulez dans une voiture de 200 milles Euros, et bien le policier vient vous arrêter et vous vous retrouvez au commissariat, on vous dit : bon ! Justifier ? Le Fisc est là pour ça.

reproche au régime passé ? C'est que, nous sommes arrivés à un niveau où il n'y a plus de distinction entre le bien et le mal. Nous sommes à un niveau où la distinction c'est "vous êtes avec moi ou vous êtes contre moi". Finalement, on devient un pays amoral où tout est permis. Vous voyez un petit fonctionnaire véreux qui est en train de monter 5 étages, 5 immeubles et le président de la République lui-même va inaugurer 50 maisons construites par un agent de l'Etat. Dans quel pays on est ? On ne peut pas continuer comme ça, pendant ce temps nous sommes classés 12^{ème} pays le plus pauvre du monde. Il faut qu'on soit clair, tant qu'il y a cette corruption, la Guinée n'ira nulle part. Les jeunes ne pourront jamais

suis différent des autres politiciens qui sont peut-être obnubilés par un retour au pouvoir dans les 40 jours. Je pense que l'armée est mieux placée que les hommes politiques pour nettoyer un pays. Ce qui a fait la chance du Ghana. Nous avons eu un homme qui s'appelle Jerry Rawlings qui a cru à son pays. Il est venu, il a nettoyé le Ghana, aucun homme politique n'a pu faire un retour en arrière et c'est à partir de ce moment que le Ghana a commencé son envolée.

Donc vous pensez qu'il faut donner du temps à la junte ?

Je pense que nous ne devons pas être obnubilés par l'accaparement du pouvoir par les politiciens. Franchement, aidons la junte à nettoyer ce pays pour la postérité, au moins

(Suite à la page 6)

Eventuelle dissolution du FNDC

Une information distillée par la partie toxique de l'entourage du Président du CNRD (communiqué)

Un projet de dissolution du FNDC par le CNRD, se relaie de plus en plus dans les médias. Une information démentie par les opposants du troisième mandat d'Alpha Condé. Dans un communiqué, les leaders du front déclarent que cette information est « distillée par la partie toxique de l'entourage du Président du CNRD » qui cherche disant-ils à reconstruire le système qu'ils ont combattu. C'est pourquoi, ils invitent les Guinéens à plus de vigilance...



Ci-dessous communiqué

ledit

Condé, le FNDC a déclaré son soutien indéfectible au CNRD.

Mamadi Doumbouya à remettre notre pays dans la bonne direction démocratique.

Communiqué N°183

Fidèle à ses engagements et imperturbable face à toutes hostilités latentes, le FNDC demeure dans l'esprit du CNRD et croit fermement en la bonne foi de son Président le Colonel

Le lundi 20 décembre 2021, des médias ont relayé un projet dit de dissolution du FNDC par le CNRD. Cette information est distillée par la partie toxique de

l'entourage du Président du CNRD qui cherche à reconstruire le système combattu par notre Mouvement citoyen au prix du sang d'une centaine de nos compatriotes.

La haine revancharde d'une partie de l'entourage du Président du CNRD contre le FNDC a un objectif d'ordre moral. Pendant que ces anti-valeurs soutiennent la nomination des promoteurs du 3ème mandat à de hautes fonctions, ils tentent de déstabiliser voire punir le FNDC pour ainsi tuer dans l'esprit du guinéen le sens du sacrifice, de l'engagement citoyen et du combat pour l'intérêt général.

La Cellule de Communication rappelle que le FNDC qui a résisté à la férocité de la dictature de M. Alpha Condé est le même

face à ceux qui veulent fabriquer des ennemis au CNRD et à la réussite de la Transition.

Le sens du noble combat du FNDC n'a pas été dévoyé quand la Constitution était menacée, il a demeuré quand le 3ème mandat a été imposé et il demeure quand il n'en existe plus pour la bonne raison à laquelle nous adhérons.

Le FNDC réaffirme sa bonne foi, son engagement à collaborer et à accompagner le CNRD et le Chef l'État le Colonel Doumbouya.

Ensemble unis et solidaires, nous vaincrons !

**Cellule de Communication du FNDC.
Conakry, le 21 décembre 2021**

Éthiopie

Le retrait des rebelles tigréens est désormais officiel

Alors qu'ils reculaient face à la contre-offensive gouvernementale, les insurgés ont complètement quitté les territoires qu'ils occupaient dans les deux provinces voisines, Afar et Amhara. Les forces de défenses tigréennes sont désormais de retour au Tigré et se disent prêtes à négocier la paix avec Addis-Abeba. Pour cela, elles en appellent aux Nations unies.

« Ce retrait représente une ouverture décisive pour la paix », selon le leader des forces tigréennes Debretsion Gebremichael dans une lettre adressée aux Nations unies. Il y décrit le repli de ses soldats comme une façon de respecter les appels de la communauté internationale à un désengagement de ses forces **des régions Afar et Amhara**. Il propose désormais à l'ONU de mettre en place un cessez le feu, le retour de l'aide humanitaire, et de travailler à un mécanisme de paix.

Une diversion?

Mais ce retrait est-il vraiment volontaire et le *leadership* tigréen est-il véritablement prêt à négocier la paix ? Selon le gouvernement d'Addis-Abeba, cette annonce serait plutôt une diversion qui fait suite à une série de défaites militaires. Car bien que Debretsion Gebremichael assure que ses forces sont intactes, les capacités militaires des insurgés ont souffert face aux nombreuses frappes de drones de l'armée fédérale. Reste qu'aujourd'hui,



l'espoir est permis pour la mise en place d'un cessez-le-feu. Car pour la première fois depuis un an, les

différentes forces occupent chacune leurs territoires respectifs, ce qui était l'une

des conditions préalables à des négociations.

Source : rfi.fr

Dr Ousmane Kaba, président du PADES

« Aidons la junte à nettoyer ce pays pour la postérité, pour que cette Guinée s'en sorte un peu »

être un bien mal acquis, c'est la question qui taraude l'esprit ?

Les banques normalement doivent rapporter à la CENTIF tous les mouvements suspects, depuis très longtemps. Il y a eu législation à la fois internationale et nationale aussi au niveau de l'Afrique et la CEDEAO contre le blanchiment de l'argent. Donc ces mouvements suspects doivent être rapportés à la CENTIF qui rapporte aux autorités. Les Banques sont fautives, mais le plus grand fautif, c'est le président de la République et son gouvernement, parce que même quand les banques le font, il n'y a pas de sanction. Voilà, c'est ça la vérité. Le président de la République qui est élu s'il encourage la corruption endémique, s'il est à la tête d'un gang, évidemment les banques ne pourront rien faire, c'est ça la vérité.

Vous savez, il y a la

politique, il y a l'économie. Sur le plan politique, j'étais avec le professeur Alpha Condé. Moi, je n'en veux pas à quelqu'un d'avoir de divergence politique, c'est tout à fait normal parce que personne ne détient la vérité absolue. Ce n'est pas sur ce plan là, que je suis sévère. Je suis sévère sur le plan de la gestion de la chose publique, c'est ça qui est inacceptable et c'est ça qui fait que nous sommes en retard. Je ne peux pas accepter que nous soyons toujours classés parmi les pays les plus misérables de la terre. A chaque fois que je regarde un classement, je cherche le rang de la Guinée et pour vite retrouver le pays, on commence par le bas. Nous avons deux pays en Afrique qui sont terribles qui ont toutes les mines du monde et qui sont les plus pauvres : la Guinée et la RDC qu'on appelle Zaïre, qui ont exactement le même type de gestion où les chefs d'Etat ont pris le pays comme un

patrimoine personnel pendant très longtemps et c'est ça notre gros problème dans ces pays.

Comment interpréter ce laisser-aller économique et financier par l'ancien régime ? Le colonel est aujourd'hui dans une sorte d'opération de démantèlement du système, de cette pieuvre qui avait posé ses tentacules partout, en témoigne tous ces responsables de régies qui ont été dégomés les uns à la suite des autres ?

Ce sont des explications qui je dirais même vont dans le domaine de la psychologie parce qu'au fond, lorsqu'il n'y a pas de morale, lorsqu'on met les biens matériels au-dessus de tout, l'être humain devient un objet, sinon comment voulez-vous que des gens qui ont dépassé 60 ans, 70 ans s'acharnent à accumuler des biens matériels sur cette terre, ça n'a absolument aucun sens logique, parce que vous ne pouvez rien en faire. Donc le manque de patriotisme de la classe dirigeante en Guinée a toujours été un trait marquant de ce pays, le manque de patriotisme.

Une synthèse d'Alpha

Amadou Diallo.

Mines/CNRD

La Guinée devient-elle dangereuse?

Selon certaines indiscretions, il y a quelques semaines, Dan Gertler, était en Guinée. En mars dernier la BBC a présenté ce milliardaire israélien, magnat de l'industrie minière, comme l'un des hommes d'affaires les

plus puissants au cœur d'un scandale de corruption en RD Congo. L'administration Biden a, selon la BBC, récemment réimposé des sanctions à l'encontre de l'homme d'affaires en raison d'une corruption

massive présumée dans le secteur minier lucratif de la République démocratique du Congo.

C'est de notoriété publique, les régimes d'exception attirent les hommes d'affaires de tout acabit. Et la période que nous vivons n'y fait pas exception.

Focus de guinee7.com

Plainte contre DK

« Nous répondrons à l'appel », rassure Me Pépé Antoine

Le bras de fer entre la fille de l'ancien président de l'Assemblée nationale et Ousmane Gnelloy Diallo, est loin de connaître son épilogue. Après avoir porté plainte contre le militant de l'ex parti au pouvoir, c'est le tour de Kadiatou Biro Diallo dite DK de comparaître à l'audience du 30 décembre prochain devant le tribunal de première instance de Dixinn, en tant qu'accusée. Elle est poursuivie pour des infractions qualifiées "d'injures, violences et coups et blessures volontaires" à la requête d'Ousmane Gnelloy Diallo, en détention à la maison centrale de Conakry.



Désormais, Kadiatou Biro Diallo est attendue devant le tribunal de première instance de Dixinn, le 30 décembre prochain pour des faits de « Coups et blessures volontaires » à la requête d'Ousmane Gnelloy Diallo. Même si Me Pépé Antoine Lamah dit que sa cliente n'a reçu aucune notification de cette plainte, l'avocat promet tout de même que DK répondra à l'appel de la justice et se défendra: « C'est par voie des réseaux sociaux que j'ai pris connaissance de cette citation. Elle(DK) n'est pas encore entrée en possession de la citation à travers un huissier. Elle a communiqué avec un huissier qui devrait passer me poser la citation mais très malheureusement il

n'est pas venu à mon cabinet. Et d'un seul coup, je me retrouve nez à nez avec copie de cette citation laconique sur les réseaux sociaux. Kadiatou n'est pas au-dessus de la loi, nous répondrons. Et nous nous défendrons conséquemment », a déclaré l'avocat chez nos confrères de Mediaguinee, ce mardi 21 décembre.

Il faut rappeler que le jeune Gnelloy Diallo est condamné par la cour d'appel de Conakry à 2 ans d'emprisonnement pour « injures publiques et menaces de mort » à la requête de la dame DK. Et l'homme est entrain de purger ses peines à la maison centrale de Conakry.

Amadou Tidiane Diallo

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Conakry

Une ONG s'insurge contre « les arrangements communautaires des cas de viol »

Pendant que le phénomène de viol est de plus en plus récurrent dans le pays, l'ONG IGEDEL (initiative pour le genre et le développement local), a organisé ce mardi 21 décembre, une rencontre dans les locaux de l'état civil de la commune de Matoto.



Cette journée a permis à cette ONG de plaider la cause de la lutte devant des imams, des agents de l'OPROGEM (police) et des acteurs du système judiciaire. Ils les ont invités à ne pas s'impliquer dans les arrangements communautaires des cas de viol.

Fanta Hélène Tounkara, chargée de communication de l'ONG a donné les raisons de la rencontre en ces termes : « nous sommes là ce matin dans le cadre d'un plaidoyer en invitant les leaders religieux, les sages, la justice, l'OPROGEM et les acteurs de la société civile, afin qu'on travaille en synergie d'actions. Parce qu'aujourd'hui, même si les organisations féminines ou les acteurs de la société civile disent non au viol, non aux violences, mais si les autres ne s'impliquent pas, ça ne peut pas marcher. Surtout que tout récemment, on constate une recrudescence de cas de viol sur les jeunes filles en cette période de COVID-19. »

« Souvent quand il y a des cas, les coupables partent vers les religieux ou les sages pour venir arranger le cas à l'amiable. C'est pourquoi nous sommes là aujourd'hui pour faire un plaidoyer au niveau de la justice afin que les textes de

lois et les engagements qu'ils ont signé au niveau national et international soient respectés ; et aux leaders religieux, de ne plus s'impliquer dans les cas de viol pour l'arrangement », a-t-elle affirmé.

Au nom de ses pairs, Elhaj Naby Laye Touré, coordinateur des chefs de quartiers de la commune de Matoto s'est engagé à ne plus s'impliquer dans ce genre de problèmes. Avant d'encourager les gens à faire comme les citoyens de Gueckedou face à des violences basées sur le genre : « Je voudrais attirer l'attention de tout le monde pour que les gens agissent comme à Gueckedou : là-bas, s'il y a viol dans une sous-préfecture ou district, la justice se déplace pour aller là-bas, on condamne les gens. Ce n'est plus au niveau de la préfecture. Quand c'est comme ça, je pense que les gens vont arrêter. »

Pour illustrer ses propos, il a rappelé qu' : « On a été vraiment peiné quand on a appris qu'un imam de la commune de la Matoto est

dans ça. Les gens ont voulu démentir ça, mais c'est vrai. J'étais obligé de me déplacer jusqu'au lieu ; on m'a raconté, j'ai connu le type... »

Enfin, Yansané Bountouraby Bangoura, directrice communale de la Promotion féminine, de l'Enfance et des personnes vulnérables de la commune de Matoto a indiqué les enjeux de ce combat. « Tout ce que je peux dire aujourd'hui, c'est que nous voyons que ce phénomène commence à être très grave dans le pays. Les filles sont violées partout de gauche à droite et tous les jours. Je pense que c'est l'impunité qui fait que ce phénomène s'enracine chez nous. Parce que le plus souvent, les parents savent qui viole leur fille. Ou c'est un membre de la famille, ou c'est un voisin... Donc, quand c'est comme ça, la justice doit prendre toutes ses formes pour condamner ces personnes à la hauteur de ce qu'ils ont fait », a-t-elle indiqué.

Abdou Lory Sylla

L'indépendant

L'Agent judiciaire de l'État au TPI de Mafanco

« on ne fera plus jamais confiance à ce tribunal » (Me Bea)

Le nouvel Agent Judiciaire de l'État a fait réunir dans la salle d'audience du Tribunal de Première instance de Mafanco tous les magistrats de cette juridiction le lundi 20 décembre 2021.

Selon certains avocats présents sur les lieux, cette réunion est perçue comme une manière d'influencer les juges dans les dossiers dont ils pourraient être saisis prochainement de la part de l'Agent judiciaire de l'État, notamment les affaires de détournement. Me Salifou Béavogui ne cache pas son amertume. Dans un entretien qu'il a accordé à mosaiqueguinee.com, Me Bea prévient que tout dossier qui arrivera devant ce tribunal dans le cadre des dossiers de détournement, le TPI de Mafanco sera purement et simplement récusé.

« En tant qu'avocat de deux des quatre personnalités publiquement citées à la RTG par l'agent judiciaire de l'État comme ayant détourné des deniers publics après le 05 septembre, nous avons voulu garder le calme et la sérénité malgré que le fait était déplorable parce que dénoncer publiquement un citoyen à plus forte raison un haut responsable de l'État de détournement est de nature à les jeter en pâture, à ternir sérieusement leur image, à les décrédibiliser s'il faut à les soumettre à la vindicte populaire avant même que les juges ne soient saisis alors que les droits de la défense et la présomption d'innocence exigent que toute personne qui est censée commettre une infraction bénéficie d'une protection, d'une garantie jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par une juridiction légalement constituée. Donc exposer publiquement des citoyens alors qu'aucune poursuite n'est encore déclenchée c'est saper leur moral et tenter d'influencer s'il faut l'opinion mais nous nous avons accepté. Moi je suis l'avocat du président de la

haute autorité de la communication M. Boubacar Yacine Diallo, un haut cadre de l'État et un des dignes fils de ce pays, qui a tout donné à ce pays. Il est d'une honorabilité irréprochable. On ne peut pas parler de la presse et sa moralisation sans parler de lui, il fait partie du socle sur lequel repose la presse depuis sa libéralisation jusqu'à nos jours ainsi que Dr Sawa Camara de l'INRAP. Nous leur avons demandé de garder le calme et la sérénité mais à l'allure des choses, il va falloir que nous montions au créneau. Je viens d'apprendre que l'agent judiciaire de l'État a tenu une réunion au tribunal de première instance de Mafanco. C'est une très grande inquiétude en tant qu'avocat des deux d'ores-et-déjà toute procédure qui sera au tribunal de première instance de Mafanco sera récusé purement et simplement parce que l'agent judiciaire est une des parties au procès. Il doit agir par voie d'avocat et ces avocats ne peuvent jamais accepter de tenir une réunion avec des magistrats, c'est comme si les personnes mises en cause partaient convoquer une réunion au tribunal avec les magistrats. Déjà nous allons de violation en violation, ça c'est extrêmement grave. C'est une première dans l'histoire. L'agent judiciaire est toujours une des parties au procès mais qu'il aille réunir dans une salle d'audience des magistrats tant du siège que du parquet nous on ne fera plus jamais confiance à ce tribunal. Tout dossier qui arrivera là-bas dans ce cadre, ce tribunal sera purement et simplement récusé », a-t-il alerté.

Mosaiqueguinee.com

Pédiatrie de Donka délocalisée au camp Camayenne

Comme dans une fournaise !

Un corridor de misère. La pédiatrie de Donka (délocalisée au camp Camayenne, ex camp Boiro) ressemble à s'y méprendre à une fournaise où les tout-petits, atteints de diverses maladies, sont entassés comme des sardines avec leurs parents. Reportage.



Depuis le lancement des travaux de rénovation et d'extension du CHU de Donka, en 2015, plusieurs services dudit hôpital ont été délocalisés au camp Boiro de Conakry. Parmi ces services, il y a la pédiatrie qui accueille de nombreux bébés et enfants venus de la capitale Conakry et voire de l'intérieur du pays. Dans ce service, les patients et gardes malades vivent dans des conditions extrêmement difficiles.

Le mardi, 07 décembre, Mediaguinee a fait une immersion dans ce service et le constat est alarmant : deux salles d'hospitalisation accueillent des dizaines d'enfants malades accompagnés de leurs parents sous une chaleur suffocante. Les lits d'une place sont partagés par deux à trois enfants souffrant de pathologies différentes. Ce qui pourrait contribuer à une propagation de certaines maladies contagieuses comme la rougeole.

Rencontrée alors qu'elle s'apprêtait à quitter les lieux après une semaine d'hospitalisation de son enfant, dame Oumou est revenue sur le calvaire qu'elle a vécu.

« Mon bébé souffre du paludisme et nous sommes là depuis une semaine. Il y a deux salles d'hospitalisation ici à la pédiatrie mais nous n'avons pas trouvé de place à l'intérieur des salles. Nous

sommes ici, dehors. Mais à l'intérieur des salles, il y a des lits d'une place partagés par deux à trois enfants qui souffrent de maladies différentes accompagnés de leurs mamans. Il peut y avoir par exemple un enfant qui souffre de la rougeole couché sur le même lit avec un autre enfant qui développe des crises ou d'autres maladies. Ce qui ne se doit pas. Dans les conditions normales, c'est un lit par malade mais ici parfois, il y a deux à trois enfants malades par lit. Moi, j'ai passé toute la semaine dehors avec mon enfant », a témoigné dame Oumou.

Par manque de places à l'intérieur des deux salles, certains enfants et leurs parents sont accueillis dehors où trois petits lits payant servent de lits d'hospitalisation.

« Je suis ici (pédiatrie) il y a quelques jours. Ma fille est tombée alors qu'elle jouait avec d'autres enfants. Quand je suis arrivée ici, un médecin m'a dit d'envoyer un million de francs guinéens pour opérer la tête de ma fille. Je lui ai dit que je n'ai pas cet argent. Il m'a dit de payer 900 000 Gnf. Je lui ai dit de faire l'opération. J'ai payé 300 000 Gnf et je suis en train de chercher le reste de l'argent puisque le médecin ne cesse de me réclamer le reste. Je n'ai pas d'argent et mon mari ne travaille pas. Il a été viré il y a deux semaines », a d'abord expliqué dame Tigui

Konaté avant d'ajouter : « Je dors dehors ici avec ma fille. J'ai payé 95 000 Gnf pour le lit. Je passe la nuit assise sur cette chaise et ma sœur sur le banc quand il n'y a pas assez de personnes. Nous passons

les nuits et les jours comme ça. Et puis, une nuit, une stagiaire m'a demandé 50 000 Gnf pour les prix d'injection de ma fille et le prix du lit. Elle a beaucoup insisté, je lui ai donné en tout 130 000 Gnf. Mais le matin, quand son chef est venu, je lui ai en parlé, il m'a restitué l'argent. Dedans, il fait tellement chaud, il n'y a pas de ventilateur. C'est sale et il y a des gens qui font des trucs dégoûtants là-bas. On ne peut parler de tout ce qui se passe ici », a-t-elle souligné.

Noel Lamah, père d'un enfant souffrant de rougeole, de corroborer en ces termes: «Je suis ici depuis le jeudi. Mon enfant était couché à l'intérieur de la salle mais on m'a dit de venir dehors ici. Mon enfant souffre de la rougeole et il fait des crises parfois.

Depuis qu'on nous a envoyés dehors ici, rien ne marche. J'ai payé le prix du lit quand j'étais à l'intérieur mais dehors ici, on ne m'a pas dit de payer. Nous sommes là », a-t-il soutenu.

Le chef service de la pédiatrie a confirmé, hors micro, les conditions difficiles dans lesquelles ils travaillent mais a indiqué que sans l'aval de la direction de l'hôpital, il ne peut pas fournir d'amples explications.

Les travaux de rénovation et d'extension du CHU de Donka entamés depuis 2015 et financés en grande partie par la Banque islamique de développement tardent à finir malgré les grandes promesses sur sa capacité d'accueil et son équipements.

Mediaguinee.com

Liste du Syli pour la CAN

« pourquoi 27 joueurs au lieu de 30 ? », s'interroge Thierno Saïdou Diakité

La publication de la liste des 27 joueurs convoqués par le sélectionneur guinéen, Kaba Diawara pour la Coupe d'Afrique des nations Cameroun 2022, suscite d'énormes réactions au sein du milieu footballistique guinéen.

Thierno Saïdou Diakité, consultant sportif s'interroge sur le fait que Kaba Diawara s'est juste limité à 27 joueurs, alors qu'il a le droit d'amener 30 joueurs.

« Je me pose la question pourquoi est-ce que Kaba Diawara convoque 27 joueurs au lieu de 30 joueurs ? Parce qu'il y a un dispositif sanitaire très rigoureux qui a été mis en place au Cameroun, raison pour laquelle d'ailleurs le président de la CAF a confirmé le déroulement de la compétition avant même de rencontrer le président du Cameroun, Paul Biya

aujourd'hui. Ca veut dire que si on a 5 ou 6 joueurs déclaré positif on risque d'être perturbé. Donc la première question, c'est pourquoi 27 joueurs au lieu de 30 ? », s'est-il interrogé.

Thierno Saïdou Diakité, estime ensuite que plus de deux footballeurs locaux méritent également d'être convoqués par le technicien guinéen pour cette compétition continentale. Il cite par exemple l'attaquant du Horoya AC, Gnagna Barry.

« Je remarque qu'on a deux joueurs locaux sur cette liste alors que 5 ou 6 joueurs locaux peuvent valablement faire partie du Syli national. Par exemple Gnagna Barry qui est un buteur patenté, il a fait ses preuves lors du Chan, il a une marge de progression très intéressante et tant d'autres. Alors je souhaite



vivement que Kaba Diawara anime un point de presse pour indiquer sur quel critère il a choisi ces 27 joueurs et pourquoi il a laissé d'autres qui avaient leurs places au sein de cet effectif », a dit le consultant et spécialiste du football.

A noter que le Syli national sera reçu à Conakry le 27 décembre pour la cérémonie de remise officielle du tricolore national.

Al Hassan Djigué

Barry Angola cogne sur l'ancien régime

"Sous Alpha Condé, il y avait un petit clan qui dirigeait la Guinée"

Homme d'affaires et ex-membre du bureau exécutif du RPG Arc-en-ciel, Thierno Madiou Barry alias Barry Angola a décidé de soutenir la junte dès les premières heures de la prise du pouvoir par le Conseil national du rassemblement pour le développement (CNRD). Dans un entretien accordé à VisionGuinee, il revient sur les raisons qui l'ont poussé à apporter son soutien au colonel Mamadi Doumbouya et Cie.



VisionGuinee : Vous avez toujours soutenu Alpha Condé, mais cela ne vous a empêché de soutenir la junte après le coup d'Etat du 5 septembre. Comment expliquez-vous cela ?

Barry Angola : Je soutiens la Guinée, pas la personne d'Alpha Condé. Il était le leader du RPG Arc-en-ciel et je suis militant du parti. J'ai contribué à l'instauration de la démocratie dans ce pays. Donc je suis un soutien de l'intérêt de la Guinée et les guinéens.

Etes-vous toujours membre du RPG Arc-en-ciel ?

Non ! Je suis en retraite politique.

Votre ancien parti enregistre des bisbilles internes...

A mon avis, il n'y a pas de division. Les vrais militants du RPG Arc-en-ciel sont calmes. Ce sont ceux qui profitent qui font du bruit. Sinon les vrais militants sont très calmes.

Des observateurs soutiennent qu'Alpha Condé n'a pas préparé sa relève au RPG. Qu'en dites-vous ?

En Guinée, les partis sont faibles. Dès que le président accède au pouvoir, il oublie

le parti. En Angola et Afrique du Sud, c'est différent. Les dirigeants des partis politiques doivent réduire les pouvoirs du président. Si tu ne fais pas attention, quand tu as un poste de responsabilités, les gens vont t'induire en erreur. Sous Alpha Condé, il y avait un petit clan qui dirigeait la Guinée. Même au sein parti politique, il y avait un petit clan qui faisait tout ce qu'il voulait. C'est ce qui a affaibli le RPG Arc-en-ciel. Les réunions du bureau politique étaient pratiquement suspendues depuis janvier 2021.

Avez-vous conseillé à Alpha Condé de ne pas briguer un 3^e mandat ?

Je ne suis pas un conseiller d'Alpha Condé. J'étais un simple militant. Quand on soutient un pays, on soutient celui qui le dirige. C'est obligatoire de soutenir. Parce que si tu ne le fais, alors que les autres le font, tu deviens faible.

Vous avez été l'un des premiers partisans du régime Alpha Condé à soutenir la junte. Pourquoi ?

C'est simple. Ils ont fait le coup d'Etat le dimanche 5 septembre. Le lundi, les gens sont allés au travail. Les militaires ont pris le

pouvoir sans même blesser le président Alpha Condé. Ensuite, ils n'ont pas cassé des maisons ou arrêté des gens. Ils sont honnêtes et aiment les guinéens. Et j'apprécie la façon dont la transition se déroule. Aujourd'hui, la Guinée est calme. Les populations circulent librement. Il y a la confiance, la sécurité et la paix. C'est pourquoi, tout le monde doit soutenir cette transition.

Quel bilan dressez-vous des 100 premiers jours du colonel Doumbouya au pouvoir ?

Pour moi, le bilan est positif. Il y a des grands actes qui sont en train d'être posés. Pour construire un immeuble, il faut une fondation solide. Le colonel Doumbouya est en train de mettre la fondation. Des prisonniers ont été libérés, les frontières sont rouvertes. Il faut dire qu'on ne peut pas travailler sans les voisins. Il y a eu beaucoup d'atouts, on ne peut pas tout détailler.

Des critiques fusent de partout après le

rebaptisation de l'aéroport de Conakry...

Les gens comprennent mal. Qu'on le veuille ou pas, Sékou Touré, on ne peut pas dire qu'il était bon pour tout le monde. Il y a eu des gens qui ne sont pas contents de lui, mais la vie est faite ainsi. Mais pour moi, ce geste du colonel Doumbouya est important, il faut être reconnaissant. D'ailleurs, en dehors de la Guinée, personne ne connaît Gbessia. Mais Sékou Touré est connu dans le monde entier.

Que pensez-vous du retard accusé dans la mise en place du Conseil national de la transition ?

Ce n'est pas un retard, les gens sont pressés. Les choses sont en train de se mettre en place. Quand on demande 81 places et qu'on reçoit 706 candidatures, ça demande du temps pour trier tout ça.

A qui la faute ?

Je n'accuse personne, mais pour la mise en place du CNT, les gens sont pressés.

Ils n'ont qu'à rester calmes, ça va se faire. J'invite juste les guinéens à rester calmes. Le problème en Guinée, c'est qu'on est toujours pressés. Chaque dirigeant qui vient, on le bouscule pour l'induire en erreur. Il faut aider les dirigeants à rester positifs, c'est ce qui va nous arranger.

Que faites-vous concrètement pour accompagner les nouvelles autorités ?

En plus de la création d'emplois, nous mettons toutes nos relations nationales et internationales à la disposition des nouvelles autorités. Nous sommes des partenaires de l'Etat et nous avons des contacts permanents avec le gouvernement de transition. Il ne faut pas négliger les propositions qui sont faites de part et d'autre. Il faut aller doucement pour éviter des crises.

Source : visionguinee.info

L'aéroport de Conakry au nom de Sékou Touré

"Cela ne devrait pas choquer les gens", selon Makanera

L'aéroport international de Conakry change officiel de nom. Il a été rebaptisé au nom du premier président Sékou Touré par le colonel Mamadi Doumbouya. Une décision qui suscite la polémique.

L'ancien ministre de la communication estime la polémique autour de la rebaptisation de l'aéroport de Conakry n'a pas sa raison d'être.

"Cela n'a pas de sens. Cela ne devrait pas choquer les gens. Ce qui nous fatigue dans ce pays c'est qu'on enseigne mal nos cours d'histoire dans les écoles", assure Makanera.

Il reste convaincu que les

accusations contre Sékou Touré ne sont pas fondées. "Au temps de Sékou Touré, il n'y avait que deux possibilités. Sois tu fais un coup d'Etat, tu accèdes au pouvoir et l'exerces et alors tu échoues et le président Sékou te met aux arrêts. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a bel et bien eu l'agression du 22 novembre 1970 en Guinée parce que même l'ONU a fait un rapport là-dessus", souligne-t-il.

Selon Makanera, "tous ceux qui critiquent aujourd'hui Sékou Touré n'ont jamais condamné l'agression du 22 novembre. Pourtant, il y a eu beaucoup de morts lors de cette attaque contre la Guinée. Et personne ne peut dire qu'il n'y a pas eu de complots. Il faut commencer par condamner ces faits".

Aissatou DIALLO

Tribune

L'indispensable réforme des partis politiques en Guinée. Pour que multipartisme rime avec ordre et non bataille!

En cette fin de décembre de l'an de grâce 2021, le guinéenlandaretient un tableau sombre du paysage politique guinéen, tableau constitué d'une pléthore d'entités politiques de diverses factures incapables de s'entendre pour constituer la liste de leurs représentants au Conseil National de la Transition (CNT). Ce n'est pas un tableau récemment peint. Il est aussi vieux que le début du processus démocratique en Guinée dans les années 1990. Notre tribune s'intéressera principalement à dessiner le contour d'un parti politique, ses missions et sa place dans une société démocratique, le pluralisme politique et le multipartisme comme essence de la démocratie, le dévoiement de ces principes dans le paysage guinéen et l'impérieuse nécessité d'y apporter des correctifs tirés de la démocratie et non par les mécanismes certes simples mais qui jurent avec ses principes.



Qu'est qu'un parti politique, ses missions et sa place dans une société démocratique?

Un parti politique est défini comme un regroupement de personnes ayant pour vocation la conquête et l'exercice du pouvoir politique de l'Etat. Les principales missions d'un parti politique sont principalement la formation de ses militants, la conquête du suffrage des citoyens et l'animation de la vie politique. Bien qu'il existe

plusieurs types d'organisations permettant la participation dans la gestion de la cité, les partis politiques demeurent les principaux acteurs de la vie politique de la nation. Il est important alors d'accorder une attention particulière à leur création, leur organisation, leur fonctionnement et leur mission afin de jouer un rôle d'acteur clé dans tout processus démocratique.

Le pluralisme politique et multipartisme intégral

comme essence de la démocratie

Le pluralisme politique s'oppose au monolithisme politique fondé sur la prééminence d'un seul courant politique dominant. En démocratie, tous les courants politiques se doivent de trouver leur espace d'expression. Le respect de ce pluralisme politique suppose l'existence de plusieurs partis politiques sur le terrain, contrairement au tristement célèbre système de parti unique connu en Afrique et ailleurs. Le fameux concept de Parti-Etat en Guinée est parfaite illustration. Le multipartisme politique intégral fut d'ailleurs la revendication phare du processus de démocratisation lors du vent de changement des années 1990. L'expérience sénégalaise de trois courants politiques au Sénégal dans les années

1970 (courant social, courant libéral et courant marxiste) fut de courte durée. Il s'est avéré impossible de contenter tout le monde à l'intérieur de ce scénario et plusieurs autres courants et partis politiques correspondants sont apparus par après dans le paysage politique sénégalais.

Le dévoiement du multipartisme en Guinée

Dans les années 1990, il est vrai que le Général Président avait préconisé la création de deux partis politiques, mais cette bonne volonté a été vite confrontée à la réalité des faits. Il est impossible en démocratie de forcer une personne à être dans un courant politique et c'est que cette limitation à deux courants politiques allaient permettre. Cette épisode continue à toujours être idéalisé en Guinée. L'idée fut combattue et la Guinée a renoué avec le multipartisme intégral. Nous avons assisté à une prolifération de partis politiques en Guinée. Jusque là, le problème ne devait pas se poser. Où le bas blesse donc ? De peur de faire d'appliquer les règles gouvernant la création et le fonctionnement des partis politiques, on a accommodé tout le monde avec pour conséquence une prolifération des partis politiques, l'émergence de partis politiques régionalistes et de partis politiques qui n'existent que de nom.

La nécessité de mettre de l'ordre dans le paysage politique guinéen par des mécanismes compatibles avec l'essence de la démocratie et non par des recettes anti-démocratiques

Il n'est point besoin aujourd'hui d'insister sur la nécessité d'opérer les réformes sur le paysage politique guinéen. L'accord est quasi unanime qu'il faille mettre de l'ordre dans le landerneau politique guinéen. Cependant, la fausse recette serait de croire que l'on puisse éviter la prolifération des partis politiques par le biais d'une limitation légale de leur nombre. On peut s'appuyer sur les préceptes de la démocratie elle-même pour mettre de l'ordre dans le paysage politique guinéen tout en respectant le principe de pluralisme politique. La Charte des partis politiques en Guinée devrait être appliquée à la lettre et les aspects qui suivent doivent être réalité : la composition des partis politiques doit comprendre toutes les sensibilités sociologiques du pays et respecter l'approche genre ; leur financement doit être publiquement connu, leurs comptes certifiés et peut comprendre un apport de l'Etat ; ils doivent concourir aux élections ; leur fonctionnement doit être régulier et démocratique ; ils doivent s'acquitter de leur mission de formation de leurs militants et enfin, en cas de non-conformité à ces principes que dessus, ils doivent subir la rigueur de la loi, allant de leur suspension au retrait de leur autorisation en passant par leur dissolution, par les autorités sous le contrôle du pouvoir judiciaire.

Le chantier de la réforme du paysage politique guinéen est plus qu'urgent et il y va de la santé de notre démocratie que nous voulons bâtir.

Conakry, le 15 décembre 2021

-Juris Guineensis No 19.

Dr Thierno Souleymane BARRY,

**Docteur en droit,
Université Laval/
Université de Sherbrooke
(Canada)**

**Professeur de droit,
Consultant et Avocat à la
Cour**

Billet

Nous autres citoyens, vivons sous l'empire de la publicité. Les médias de tous supports nous en matraquent la vue et l'ouïe jour et nuit au point qu'on est menacé de devenir des pantins de la société de consommation. Il y a lieu de garder la tête sur les épaules

Walaoulou BILIVOGUI

N'zérékoré

527 millions 326 mille 888 fg pour le fonctionnement de la commune urbaine de janvier à décembre

Les conseillers communaux de N'zérékoré se sont réunis hier lundi pour apporter des précisions sur la dépense effectuée courant Janvier à ce mois de décembre. Cette troisième session qui s'est tenue dans la salle de conférence de la mairie a connu la présence des chefs de quartier, des présidentes des femmes et des jeunes.



Elle a été présidée par Moriba Albert Delamou, maire de la commune. « Comme de façon régalienne, on devrait faire quatre sessions, mais vu que nos comptes sont gelés pour le moment, nous avons jugé nécessaire de faire cette 3eme session pour que les populations sachent de quoi on parle dans cette

commune, comment la gestion se passe. Parce que c'est une mission de redevabilité. Chaque fois qu'on gère l'argent de la population, nous devons les informer de ce qui se passe », a fait savoir l' élu local.

Revenant sur les dépenses effectuées, Moriba Albert précise : « il y'a plusieurs

travaux qui ont été réalisés courant 2021. L'essentiel se résume autour des dépenses réelles du fonctionnement qui s'élève à 527 millions 326 mille 884 francs guinéens, allant du mois de janvier à octobre 2021. Les dépenses d'investissement se résument à 801 millions 980 mille 607 francs guinéens. Des recettes et des dépenses se retrouvent autour de ces chiffres. Ce sont des fonds qu'on n'a utilisés durant des dix mois. C'est pourquoi j'appelle tous les conseillers municipaux et autres de venir pour les mettre au bien des choses. Après des échanges, le conseil a félicité le pool financier et l'exécutif pour le travail fait. Trouvant que le travail a été bien fait, nous leur demandons de redoubler d'effort », a confié le maire.

Amara Souza Soumaoro

Dialogue avec le CNRD

Dr Ousmane Doré explique comment la classe politique compte s'y prendre

Compte tenu de la nouvelle donne en ce qui concerne la transition en cours en Guinée, plusieurs coalitions politiques ont exprimé lundi 20 décembre 2021, le souhait de la mise en place d'un couloir de dialogue avec le Comité National du Rassemblement pour le Développement au pouvoir depuis le 05 septembre dernier.

Dans une interview accordée à notre rédaction dans la soirée de ce mardi 21 décembre 2021, Dr Ousmane Doré a expliqué comment la classe politique compte s'y prendre.

« On se rappelle que le CNRD après la prise du pouvoir, avait engagé des concertations avec toutes les couches sociopolitiques de la Nation. Les acteurs politiques ont été d'ailleurs les premiers à être reçus. Il nous a paru, et c'est

ce qui est encore notre conviction, que cela participait à l'idée de faire en sorte qu'il y ait une transition inclusive et apaisée. C'est pourquoi nous nous sommes dits que le rassemblement de la classe politique était nécessaire pour la bonne marche de cette transition... La classe politique doit être au cœur de la bonne marche de la transition. Nous nous sommes dits qu'en ouvrant ce couloir de dialogue formel avec les autorités, cela

nous éviterait toute mésentente. Beaucoup de partis sont déjà dans l'optique d'aller sur les médias et sur la toile pour essayer de dire qu'il faut une pression. Nous, nous pensons que ça n'a pas besoin d'être. La pression viendra avec les entretiens que nous auront avec les autorités de façon formelle et sur des questions particulières. Voilà donc comment nous comptons nous y mettre. Nous écrivons un memorandum et

nous estimons que réponse sera donnée à notre requête. Nous expliquerons dans ce memorandum, la démarche qui est la notre de faire en sorte que cette transition réussisse pour le bien de tous les guinéens », a déclaré le résident du parti Mouvement National pour le Développement (MND).

Mamadou Sagnane

L'aéroport de Gbessia rebaptisé

« Il aurait fallu humaniser les victimes du régime AST avant de songer à le réhabiliter » (Ibrahima Sanoh)

Je ne voudrais jamais le dire, mais le Président Mamadi Doumbouya a aggravé notre fracture mémorielle. Il aurait fallu humaniser les victimes du régime AST avant de songer à le réhabiliter. AST ne devrait pas être frappé par une damnatio memoriae, mais il importe que les vérités soient dites sur son régime, que la justice dans les limites humaines possibles soit rendue à ceux qui n'existent plus mais à qui notre pays doit beaucoup.

La réhabilitation ne s'impose pas, autrement elle impose un oubli de commandement et appelle le révisionnisme. Elle aggrave aussi la fracture mémorielle et donne à ceux qui, depuis des décennies demandent à comprendre ce qui s'est passé et la justice, le triste sentiment de trahison. Ils vivent un certain ressentiment. La

réhabilitation efficace devrait, dans notre cas, être la résultante d'un processus de réconciliation dûment constitué. Et d'un côté, on aurait réhabilité AST dont les faiblesses du régime ne dissolvent pas ses mérites personnelles et sa grandeur d'homme d'État ; et de l'autre côté, on aurait humanisé les victimes de son régime. Nous aurions fait de lui une figure historique principale autour de laquelle existeraient celles parallèles.

Je ne plains pas la volonté du Président de la Transition, mais j'interroge l'efficacité de sa méthode. Je le dis encore, aujourd'hui plus fort qu'hier, que nous avons besoin d'une réconciliation nationale sans ressentiment. J'ai proposé ma méthode. Je m'en veux de n'avoir fait aucun effort pour présenter mes vues aux nouvelles autorités. A présent, je souhaite accéder à elles et leur dire ce que je pense du sujet et comment il conviendrait de s'y prendre.

Le but poursuivi par ma démarche est d'éviter aux nouvelles autorités, à la bonne foi indéniable, la prise des décisions qui divisent les Guinéens à l'heure du rassemblement authentique. Notre mémoire ne devrait plus être conflictuelle. Le rassemblement vrai autour de la mémoire et à travers des politiques mémorielles efficaces est possible.

Ibrahima Sanoh



Changement de nom de l'Aéroport International de Conakry

Pourquoi il faut en parler ? (Opinion)

Les hautes sphères de décision des sociétés africaines continuent d'agir par l'émotion, par l'intuition et le ressentiment. C'est inquiétant. Nous avons besoin de renouer avec la raison.



Dans toutes les sociétés sérieuses, dites démocratiques, soucieuses de l'unité nationale, on ne se lève pas un bon matin, on prend un décret, un arrêté pour donner le nom d'espace public, même à la plus petite échelle locale (le quartier), à plus forte raison un symbole à dimension nationale. On procède en général par ce que l'on appelle « une commission toponymie » qui réfléchit et propose une liste de personnalités qu'elle soumet à celui qui prendra la décision. D'ailleurs, avant même la mise en place de cette commission, s'il s'agit

d'un symbole à une dimension nationale, il y a très souvent un rapport qui est commandité. Ce rapport est produit par un ou des historiens, afin d'évaluer l'impact sur l'unité nationale. L'objectif de ce processus est d'atténuer les blessures s'ils en existent et les sensibilités de certaines catégories sociales qui seraient affectées. D'autres vont encore plus loin aujourd'hui. Nombreux sont ceux qui, une fois une liste de personnalité établie, les élus, chefs d'Etat ou de gouvernement, élus de régions, de communes et même de quartiers,

soumettent le choix à la population, soit par un référendum ou par des votes en ligne. Tout ça pour légitimer ces décisions qui ne sont pas anodines.

ASK mérite d'être célébré, c'est une évidence. Toutefois, toute démarche qui consiste à imposer sans dialogue, sans prise en compte de certaines zones d'ombre de son parcours, va de facto créer un effet de rejet. Comme c'est le cas d'un grand nombre d'acteurs publics de premier plan, il n'y a pas que du positif dans ses actions, d'où la nécessité d'examiner en profondeur celles-là afin de le célébrer au mieux. Ceci est valable pour toutes les grandes personnalités.

Tout ça pour dire que cette décision n'est pas un facteur de réconciliation, elle n'est pas non plus légitime. La légitimité implique l'adhésion du peuple. La différence entre la mise sur le marché d'un produit par une entreprise et le choix d'un acteur public de donner un

nom à un espace de bien commun, c'est que ce dernier crée un imaginaire collectif, une vision de ce qu'est ou doit être la société. Il a un effet sur le rapport que le citoyen va entretenir avec son pays, sa région, son quartier selon la sphère concernée. C'est pourquoi, une telle décision méritait réflexions et échanges.

A mon avis, cette décision de Colonel Doumbouya n'a pas pour but de heurter les sensibilités d'une catégorie de guinéens. Cet avis est fondé sur les décisions courageuses qu'il a prises depuis le 05 septembre 2021. Par ailleurs, il faut oser le dire, lui n'a pas une « forte culture » scientifique en histoire et en sciences politiques, qui l'aurait amené à s'interroger sur le symbole et les conséquences d'une telle décision pour certains guinéens. Il n'est pas non plus un acteur politique historique sensibilisé sur ces sujets. Toutefois, je m'interroge sur son

entourage et la culture politique et historique de ses conseillers politiques, leur vision de la Guinée, ou encore, leur vision de la réconciliation nationale. La question ici n'est pas le choix de AST, j'aurais le même avis si cela concernait Dinah Salifou ou d'autres. Le consensus et la justification doivent être de mise sur les choix politiques à fort enjeux symboliques. On ne peut pas continuer à faire des choix politiques conflictuels pour espérer construire un imaginaire collectif national.

Construire un roman national ne consiste pas à additionner des actes isolés pour satisfaire chaque catégorie sociale. Pour le cas de la Guinée, chaque ethnie. Car « imprimer » l'imaginaire collectif d'une société ne consiste pas en une addition de symboles. La démarche du choix de symboles compte plus que le symbole lui-même.

Sadio Barry

Nouvel An au Maroc

Omicron brise les espoirs d'enjaillement

Face à la propagation du nouveau variant du Covid-19, le gouvernement marocain vient d'annoncer des mesures restrictives radicales, à quelques jours des festivités de fin d'année.

Au rythme des ressacs de vagues de coronavirus différemment dénombrées d'un pays à l'autre, les citoyens se demandent combien de convives sera-t-il raisonnable de réunir autour du foie gras de la Saint-Sylvestre, et si l'accolade de minuit devra se faire par phalanges interposées. Si la progression de la vaccination devrait censément rassurer – même variablement d'une contrée à l'autre –, l'émergence et la circulation du variant Omicron, particulièrement contagieux, vient jouer les trouble-fêtes... de fin d'année.

Si le Maroc est présenté comme un pays du continent

très avancé dans sa campagne de vaccination – environ deux-tiers de la population ont reçu deux doses de vaccins –, l'Etat n'entend pas baisser la garde. Alors que les autorités avaient annoncé, dès le 15 décembre, la détection d'un premier cas d'infection au variant Omicron, des médias lapidaires annoncent ce qui ressemble à une prohibition des festivités du 31 décembre.

Le communiqué officiel a précisément annoncé les mesures suivantes pour la nuit du 31 décembre 2021 au 1er janvier 2022 : « Interdiction de toutes les célébrations du Nouvel An, interdiction d'organiser des

soirées et programmes spéciaux dans les hôtels, restaurants et établissements touristiques, fermeture des restaurants et des cafés à 23h30, couvre-feu nocturne dans la nuit du Nouvel An de 00h00 à 06h00 ».

Covid-22 ?

Le 4 décembre, c'était la prohibition de tous les festivals et grandes manifestations culturelles et artistiques qui avait été annoncée. Quant aux frontières qui avaient été partiellement rouvertes, elles devraient être à nouveau fermées, à compter de ce jeudi, sauf pour les vols spéciaux de rapatriement, notamment

vers l'Europe.

Plutôt radicales, les mesures n'empêcheront pas des échanges de vœux dans un cadre strictement privé, tant que personne ne circule sur la voie publique pendant les six premières heures de l'année. À ceux qui hurlent aux décisions liberticides, le gouvernement répond que celles-ci ont été prises « sur la base des dispositions juridiques relatives à la gestion de l'état d'urgence sanitaire », et ceci pour consolider « des résultats positifs importants réalisés par le Royaume dans la lutte contre cette pandémie ».

Aux grognons indécrottables, les tenants

de la veille sanitaire stricte répondent enfin que les Néerlandais, eux, ont repris le chemin du confinement. Omicron a déjà été identifié dans près de 80 pays et sa progression est qualifiée de « fulgurante » par les scientifiques. La Commission européenne affirme qu'il pourrait devenir le variant dominant d'ici à la mi-janvier.

Alors que la fin de 2021 s'annonçait comme celle de la reprise économique, le secteur touristique s'arrache les cheveux. À titre d'exemple, Israël a placé le Maroc sur une liste rouge de dix pays à « risque élevé » à éviter pour ses ressortissants. Le Covid-19 prendra-t-il des allures de Covid-22 ?

Par Damien Glez

Dessinateur et éditorialiste franco-burkinabè.

Santé... Santé... Santé...

À partir de combien de mauvaises nuits parle-t-on d'insomnie chronique ?

Mal dormir de temps en temps, c'est une chose, mais souffrir d'insomnie chronique en est une autre. Sylvie Royant-Parola, médecin du sommeil et présidente du réseau Morphée, nous aide donc à y voir plus clair.



Qu'il s'agisse d'un réveil trop précoce, d'un sommeil haché ou tout simplement d'une incapacité à le trouver, nous connaissons toutes et tous de mauvaises nuits. «Et ce pour des raisons différentes», explique Sylvie Royant-Parola. Cela peut être lié à un gros changement, une visite chez votre belle-mère qui vous angoisse ou une

appréhension de la reprise du travail le dimanche soir. Mais il ne s'agit pas à proprement parler d'insomnie.» Certes, mais quand doit-on employer le terme, alors ?

Êtes-vous insomniaque ? «On parle de maladie insomniaque à partir du moment où l'on observe des troubles du sommeil - associés à des troubles de

l'humeur le lendemain - au moins trois fois par semaine pendant trois mois», répond l'experte. Les problèmes ponctuels (ou même récurrents, mais en deçà de ce rythme) ne sont rien d'autre que cela, justement : des petits soucis, toujours explicables. Pas une pathologie. Mais bien évidemment, la peur de l'insomnie peut

l'alimenter. «Notamment si vous surveillez votre sommeil avec des appareils connectés. Il peut y avoir une telle focalisation sur l'insomnie que vous allez provoquer un symptôme qui va se pérenniser. N'angoissez donc pas trop, même si vous faites plusieurs mauvaises nuits d'affilée. Voyez cela comme un simple dérangement. Comme si vous aviez trop bu ou trop mangé.»

Que faire si c'est le cas ? En revanche, si vous entrez bel et bien dans la catégorie des insomniaques dits chroniques, «il faut consulter, parce que quelque chose est en train de se constituer et de se structurer. Et vous ne pourrez pas briser ce cercle vicieux tout(e) seul(e)», alerte la spécialiste.

L'idée ? Aller voir votre généraliste dans un premier

temps, qui passera en revue les potentielles causes explicatives de ces troubles. Si le problème dure ou que votre praticien est incapable de trouver la solution seul(e), n'hésitez donc pas à vous tourner vers un médecin du sommeil, qui «commencera par un interrogatoire médical assez poussé et procédera éventuellement à un enregistrement du sommeil.»

Puis un agenda du sommeil et un accompagnement cognitivo-comportemental pourront être mis en place pour vous guider sur le chemin des nuits plus longues, et surtout plus belles. Mais sachez-le, ce chemin implique «beaucoup d'auto-observation.»

Topsante

Vous vous sentez fatigué au réveil (même après une bonne nuit) ?

Voici 3 raisons selon un spécialiste

Tous les matins, c'est la même chose. Vous entendez votre réveil, mais vous avez du mal à émerger. Vous vous sentez aussi fatigué que si vous n'aviez pas dormi de la nuit. Alors comment expliquer cette fatigue au réveil ? Et surtout, quelles solutions ? Réponses avec Philippe Beaulieu, médecin spécialiste du sommeil.

La sonnerie du réveil vous donne le signal que la journée démarre. Oui mais voilà, vous vous réveillez difficilement le matin. Et pire, vous êtes aussi fatigué le matin que si vous n'aviez pas dormi. Comment peut-on expliquer une telle sensation ? «Il existe deux grands types de causes à la fatigue du réveil. Des causes liées à notre mode de vie. Il faut savoir que nous sommes tous en déficit de sommeil ! Et puis des causes liées à une maladie : apnée du sommeil ou syndrome des jambes sans repos», explique le docteur Beaulieu, médecin spécialiste du sommeil. Vous avez un mode de vie stressant et passez trop de

temps sur les écrans Il est vrai qu'à quelques exceptions près, notre mode de vie n'a rien de reposant. La pression sociale nous impose d'être toujours dans la performance. On doit être efficace, être de bons parents, on doit être irréprochables au travail, et à force de tirer sur la corde, on peut être tout à fait malgré soi en déficit de sommeil. Même si la durée du sommeil reste proche à chacun, nous dormons en moyenne 6h55 par nuit. Ce qui représente un peu moins que la durée minimale de 8h. Encore une fois, nous sommes programmés pour dormir pendant une certaine durée et on peut être en forme avec 5 h de sommeil.

Toutefois, en moyenne, il faut 8h pour une bonne récupération. Il peut donc s'en suivre une fatigue persistante au réveil. Dans ce cas de figure, posez-vous la question : quel est le moyen de parvenir à 8h de sommeil par nuit ? «Il est indispensable de s'interroger sur la qualité et la durée de ses nuits. Il faut être prêt à une certaine discipline. Du type éloigner les écrans et dormir dans un environnement paisible entre autres. Mais souvent, les gens ne sont pas prêts à l'entendre ou à le faire», déplore le spécialiste. Vous ronflez (vous faites des apnées du sommeil) En dehors de cette

hypothèse (le stress), il existe les causes liées à une pathologie. L'apnée du sommeil, outre le fait qu'il s'agit d'un facteur de risque cardio-vasculaire et métabolique, provoque des micro-réveils, et parfois, s'accompagne d'autres signes type somnolence en journée. Dans ce cas de figure, la fatigue au réveil peut se révéler et se développer. Le sommeil n'est pas de bonne qualité. Evidemment, il est indispensable d'explorer cette piste auprès d'un médecin.

Vous souffrez du syndrome des jambes sans repos Autre explication possible : le syndrome des jambes sans repos. Les jambes

qui bougent toutes seules pendant le sommeil provoquent des micro-réveils dont on a rarement conscience. «Ils ne vous réveillent pas mais le cerveau, lui, se réveille. De fait, le sommeil se fragmente et n'a rien de récupérateur !», ajoute le médecin.

Une fatigue au réveil peut aussi provenir de problèmes de reflux type RGO (reflux gastro œsophagien). En tout état de cause, si cette fatigue dure et ne se résout pas avec des heures de sommeil conséquentes, un bilan biologique de base doit absolument être effectué. Parfois, cela peut aussi être le signe d'une dépression. Au même titre que l'alimentation et l'activité physique, le sommeil reste un pilier de la santé. Et tout trouble ne doit pas être pris à la légère. Merci au docteur Philippe Beaulieu, médecin du sommeil à Paris.

In topsante

Tribune

L'héritage de Senghor est un cadeau pour l'humanité

Le 20 décembre 2001, disparaissait Léopold Sédar Senghor, premier chef d'État du Sénégal. Vingt ans plus tard, à l'heure où son compatriote Mohamed Mbougar Sarr est célébré par le gotha littéraire mondial, l'œuvre du grand poète et écrivain qui a fait rayonner la langue française, la négritude et l'humanisme reste d'une brûlante actualité. Moustapha Niasse et Jean-François Mbaye lui rendent hommage.

Il y a vingt ans, le premier président du Sénégal tirait sa révérence, après deux décennies passées à la tête de l'État. Pendant sa longue mandature, il a réussi l'exploit d'imposer son pays sur la carte de la planète, ainsi que la culture africaine, dans les cercles littéraires et artistiques.

Le festival mondial des Arts nègres qu'il a organisé, à Dakar, en 1966, reste un monument à la gloire de la création africaine. André Malraux, alors ministre de la Culture de la France, prononça ces mots sublimes qui défient le temps et consacrent le président-poète sénégalais : « Pour la première fois, un chef d'État prend en ses mains périssables le destin spirituel d'un continent. »

Senghor a compris, avant beaucoup d'autres, que le combat pour la culture africaine allait de pair avec celui pour la libération politique, économique et sociale du continent. L'esclavage, et ensuite le colonialisme, ont eu comme socle idéologique la négation de l'humanité des Africains, de leurs créations culturelles multidimensionnelles, fruits d'un génie fécond que nul ne pouvait enterrer.

Il s'était juré de déchirer les rires Banania de tous les murs de France

Le premier festival des Arts nègres, six ans après l'accession à la souveraineté internationale du Sénégal, et de la majorité des États africains, fut un coup de tonnerre éblouissant qui illumina les consciences sur les trésors culturels africains, si longtemps cachés, parce que niés par les colonisateurs. Célébrer la culture noire et le génie humain

Le combat culturel était bien un combat politique et il prolongeait celui pour l'indépendance qui devait être



totale, à la fois politique et culturelle.

Senghor qui s'était juré de « déchirer les rires Banania de tous les murs de France » avait de la suite dans les idées, et la cohérence de son action exigeait de jumeler lutte pour la souveraineté et bataille pour le respect de l'humanité spécifique et universelle des Noirs. En vérité, Senghor est un « universaliste » et c'est pourquoi sa « négritude » est un humanisme et s'épanouit dans l'enracinement et l'ouverture.

Défendre la culture noire et s'engager dans la célébration du génie humain, sous tous les cieux, constituent une seule et même démarche, cohérente, généreuse et fidèle à l'homme, dont l'unicité et la spécificité, parmi les espèces, sont scientifiquement prouvées, par la génétique certes ; mais aussi par la création artistique. Les faux savants et vrais idéologues qui ont cherché en vain à nier cette réalité objective ont fini par être démasqués et jetés dans les oubliettes de l'Histoire.

Homme politique hors pair

Senghor a été aussi un homme politique hors pair, et, nous autres parlementaires, devons nous enorgueillir de son action pionnière, avec les autres élus africains et antillais, au Palais

Bourbon, où il a représenté le Sénégal dignement.

Élu du second collège, celui des indigènes, il a soutenu le combat pour l'égalité citoyenne avec son compatriote et aîné Lamine Guèye, et avec les autres élus africains et tous ceux qui avaient choisi de mettre fin à une discrimination qui faisait tache sur le drapeau français. Et mettait en porte-à-faux les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité.

Ces parlementaires du continent africain ont fait honneur à leurs mandants et fini par arracher l'indépendance des États, sous domination française, au Sud du Sahara, de manière pacifique.

Cela permet de comprendre l'engagement de Senghor aux côtés des présidents Habib Bourguiba et Hamani Diori, ainsi que du monarque Norodom Sihanouk pour l'avènement de la « francophonie ».

La langue française, un lien fraternel

En effet, la langue française était devenue un lien fraternel, un moyen de communication et d'accès à l'éducation, et non plus un outil de domination coloniale, dès lors que la souveraineté internationale était acquise.

Senghor a fait sa part de travail et a été conséquent dans son action de défense des cultures africaines

C'est en toute liberté que les États francophones ont choisi de garder le français comme langue officielle, avec leurs différentes langues nationales. Senghor, le professeur, a agi inlassablement pour que les six langues nationales choisies dans son pays soient transcrites et leur grammaire normalisée et codifiée. Aujourd'hui, une abondante littérature en langues nationales sénégalaises existe et continue de se développer.

Il faudrait faire mieux et plus pour diffuser cette production littéraire, au Sénégal et dans le monde. Senghor, l'homme d'État, a fait sa part de travail et a été conséquent dans son action de défense et d'illustration des cultures africaines.

Au service du dialogue des cultures

Car, promouvoir les cultures et créations artistiques, où que ce soit, exige de mettre en exergue les langues nationales qui sont, à la fois, le produit et la sève nourricière des cultures florissantes que le génie africain a su créer.

Sa pensée converge avec celles de Theillard de Chardin et de Léo Frobenius

Ainsi, au rendez-vous du donner et du recevoir, si cher à Senghor, les Africains auront, dans le domaine linguistique, des trésors inestimables à partager.

Senghor, l'homme multidimensionnel : poète, penseur, linguiste et homme d'État, est resté, toute sa vie, jusqu'à ses 95 ans, au service du dialogue des cultures qui se noue dans toutes les communautés nationales, dans les États, au niveau des continents. Parce que Senghor est d'abord et avant tout un homme de paix, un humaniste dont la foi est solide et la

volonté d'ouverture forte.

Sa pensée converge avec celles de Theillard de Chardin et de Léo Frobenius, entre autres, mais puise beaucoup dans sa culture communautaire sereine, comme dans la culture française qui l'a profondément marqué. Il est bien l'homme de toutes ces synthèses et celui dont l'élection à l'Académie française a été une consécration méritée.

Pensée plus actuelle que jamais

Ce qui est remarquable, c'est que, vingt ans après sa disparition, sa pensée soit plus actuelle que jamais, dans un monde en proie aux discriminations, aux conflits communautaires et au terrorisme.

Les paroles de sage de Senghor, qui a laissé des textes majeurs dans ses ouvrages de la série *Liberté*, dans ses poésies sublimes comme *Joal*, *Femme noire* ou *Masques*, doivent encore être méditées par les nouvelles générations. Célébrer le président-poète est un hommage mérité qui récompense un génie littéraire doublé d'un homme de culture universaliste et humaniste.

Senghor n'est plus là, mais, comme lui, on peut encore rêver des « signares aux yeux surréels comme un clair de lune sur la grève ». À Joal, Gorée, Saint-Louis, voire la Martinique ou la Guadeloupe.

**Par Jean-François Mbaye
Député de la République
française, membre de
l'Assemblée parlementaire
de la Francophonie
&
Moustapha Niasse
Président de l'Assemblée
nationale du Sénégal, vice-
président de l'Assemblée
parlementaire de la
Francophonie**

INTEGRA au cœur de l'insertion socio-professionnelle des migrants de retour

Le programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes (INTEGRA), financé par l'Union européenne, contribue à l'insertion sociale et professionnelle de milliers de jeunes en Guinée, y compris les personnes migrantes de retour. À l'occasion de la journée internationale des migrants (le 18 décembre), INTEGRA met en lumière l'un des parcours d'intégration proposé à ces derniers, celui mis en œuvre par l'agence belge de développement - Enabel.

L'Organisation Internationale pour les Migrants définit la migration irrégulière, appelée aussi clandestine, comme « **un mouvement contrevenant à la réglementation des pays d'origine, de transit et de destination** ». Un migrant peut être entré dans le pays avec de faux papiers, résider dans le pays en violation des conditions de visa (ou de permis de résidence), ou être employé de manière irrégulière.

Le phénomène de migration irrégulière s'est fortement accentué ces dernières décennies. Les causes en sont multiples : précarité, crises politiques sur le territoire d'origine, inégalités économiques et sociales, conditions climatiques et sanitaires parfois extrêmes, catastrophes naturelles liées au réchauffement climatique...

Bien qu'il soit difficile de connaître la cause principale de départ des migrants, les données recueillies par *Enabel* dans le cadre du programme INTEGRA nous laissent penser qu'elle est d'ordre économique pour 72% des Guinéens. D'autre part, 74% des migrants subsahariens se dirigent vers les pays de la CEDEAO, bien loin du stéréotype de l'Eldorado occidental et 3,5 millions de Guinéens vivent au Sénégal.

Un contexte socio-économique déficient

La Guinée compte environ 13 millions d'habitants dont plus de la moitié vit sous le seuil de pauvreté mondiale. L'accès aux services sociaux de base est très restreint pour la majeure partie des Guinéens. Le chômage est un fléau qui touche la jeunesse et les femmes, rendant les perspectives d'emplois pérennes très faibles. Dans ce cadre économique précaire, le recours à la migration clandestine s'offre comme une issue à de nombreux jeunes désireux de changer le cours de leur destin.

« Je suis un migrant de retour, j'ai vécu pendant huit mois en Algérie. J'ai choisi de voyager à cause des difficultés quotidiennes, notamment à cause du manque d'argent et de mes relations difficiles avec mes parents. J'ai donc pris la décision de quitter mon pays à l'âge de 19 ans. J'ai traversé le Mali par le désert, puis arrivé en Algérie, j'ai trouvé un emploi dans une fabrique de briques en ciment. J'avais besoin d'argent pour subvenir à mes besoins donc je n'ai pas hésité une seconde malgré le fait que je sois mal payé. Le patron employait déjà un employé vieillissant donc je représentais pour lui une main d'œuvre jeune et moins chère. Néanmoins, j'ai apprécié ce travail car il m'a permis de survivre pendant une longue période. »

Bah Mamadou Sadio – 22 ans, migrant de retour – bénéficiaire du programme INTEGRA

L'historique du programme INTEGRA

En 2015, la Commission européenne a lancé le Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU) sur les migrations. Ce fonds prévoit des actions en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique. La Guinée a été déclarée éligible au FFU depuis février 2017. Depuis lors, l'UE et les autorités guinéennes ont commencé à mettre sur pied un vaste programme de réintégration des migrants de retour et d'insertion socio-professionnelle durable des jeunes Guinéens (INTEGRA) d'une enveloppe globale de 65 millions d'euros.

Ce programme de réintégration est exécuté conjointement par la GIZ, le CCI et Enabel, et développé prioritairement sur l'axe géographique Conakry-Labé. Les actions menées par Enabel et ses partenaires que sont le PNUD et l'UNCDF s'articulent autour de :

- La réalisation d'infrastructures socio-économiques par des entreprises locales
- La création d'emplois à travers des parcours d'intégration et de formation
- La stimulation de l'accès des jeunes à un coaching entrepreneurial et aux produits financiers appropriés
- La sensibilisation des populations aux risques de la migration irrégulière

Les opportunités de réussite locale

Le programme INTEGRA mis en œuvre par l'agence Enabel a pour objectif l'insertion socio-professionnelle de 1950 migrants de retour. Depuis le début du programme en 2018, ce sont 866 jeunes migrants de retour qui ont bénéficié d'un appui dans leurs projets professionnels. Ce chiffre devrait doubler en 2022. Ces jeunes ont suivi un programme de formation de neuf mois leur permettant de développer des compétences dans des métiers d'avenir.

« Quand le programme INTEGRA est arrivé à Pita cela a été pour moi une opportunité pour renforcer mes compétences. J'ai décidé de me consacrer à la formation « en semaine », ce qui me permet d'allier théorie et pratique : ma formation chez INTEGRA et mon stage chez mon mentor qui est maître plombier m'ont permis d'acquérir le métier et des compétences dans le domaine de la plomberie. Cela m'a demandé beaucoup de courage mais je suis déterminé à réussir chez moi, en Guinée. Aujourd'hui, grâce à Dieu et au programme INTEGRA, je décroche même des petits contrats dans ma communauté et ça me rend fier. Je participe aux cotisations sociales dans ma famille. Désormais ma mère et mes oncles me voient comme un jeune sur lequel la famille peut compter.

Bah Mamadou Sadio – 22 ans, migrant de retour – bénéficiaire du programme INTEGRA

Des partenaires mobilisés pour lutter contre les causes de la migration irrégulière

Dans le cadre du programme INTEGRA, financé par l'Union Européenne, cinq agences dont Enabel, le PNUD et l'UNCDF contribuent à œuvrer pour toucher différentes cibles, notamment des jeunes de 18 à 35 ans peu alphabétisés, en leur permettant d'obtenir des apports financiers. Ce programme accompagne plus de 15 000 jeunes qui sont impliqués dans la mise en œuvre d'une nouvelle dynamique socio-économique à travers la création d'emplois et l'appui au développement de l'entrepreneuriat en Guinée.

Les chiffres clés de la migration chez INTEGRA sur la composante ENABEL

- 1659 migrants guinéens ont été identifiés dont 866 intégrés au programme.
- 72% sont des migrants économiques.
- 23% des migrants sont des femmes.
- La migration vers les pays de la CEDEAO constitue 74% des flux migratoires guinéens.
- 1528 jeunes bénéficiaires -soit 73% des adhérents au programme- ont été sensibilisés aux dangers de la migration irrégulière, à l'approche psychosociale et aux opportunités locales d'insertion professionnelle.

Le programme INTEGRA se veut une contribution pour amorcer de nouvelles dynamiques dans le développement socio-économique en Guinée. Financé par l'Union européenne au titre de son Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, INTEGRA crée des opportunités pour la jeunesse guinéenne à travers la préparation à la vie professionnelle dans les établissements scolaires, la réalisation d'infrastructures économiques, la formation professionnelle, la création d'emplois durables et le développement de l'entrepreneuriat.

Ainsi, à travers ce programme, ce sont plus de 15 000 jeunes qui seront directement accompagnés pour mettre en œuvre cette nouvelle dynamique socio-économique par la création d'emplois et l'appui au développement de l'entrepreneuriat en Guinée.

Suivez INTEGRA Guinée sur [Twitter](#) | [Facebook](#) |

Suivez la Délégation de l'Union européenne en Guinée sur [Twitter](#) | [Facebook](#) |

#INTEGRA_GUINEE | #AfricaTrustFund | #UNCDF | #PNUD | #ITC | #ENABEL | #GIZ | #TeamEurope | #EUSolidarity | #AUEU | #UE

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable